



Les sections syndicales CGT Educ'action – SNETAA-FO – SNUEP-FSU – SUD Education de l'académie de Rouen, après avoir pris connaissance des **rapports Brunet (réforme de l'apprentissage) et Marcon-Calvez (réforme des lycées professionnels)**, alertent les PLP de l'académie sur les contenus et orientations de ces deux rapports qui s'inscrivent dans le cadre général de la réforme de la formation professionnelle conduite par la ministre du Travail, Muriel Pénicaud. Ils ouvrent la voie à la destruction des lycées professionnels, à la casse du statut des PLP et à la fin des diplômes nationaux reconnus dans les conventions collectives (CAP, BEP et BAC PRO). Sitôt la publication du dernier rapport, dans une tribune commune,

les secrétaires généraux du SNETAA-FO, CGT Educ'action, SNUEP FSU, SUD Education, SNALC, SNEP-FSU, SNLC-FAEN, SNETAP FSU, CGT Agri ont condamné le rapport Marcon-Calvez sur la voie professionnelle : *« Les propositions faites dans le rapport visent essentiellement à disqualifier la voie professionnelle scolaire pour mieux servir les intérêts des organisations patronales dans leur volonté de faire main basse sur l'enseignement professionnel au sein de l'Ecole. (...) Les rapporteurs préconisent de remplacer les diplômes par des blocs de compétences. Cette évolution est dangereuse car elle remet en cause une qualification solide au profit d'une simple employabilité immédiate et d'une précarisation accrue. »*

## Les pistes dévoilées par le gouvernement dans ces deux rapports

### » VERS L'OBLIGATION D'APPRENTISSAGE DANS TOUS LES LP ?

Le développement de l'apprentissage s'impose comme un dogme au point de faire croire qu'il résoudra les difficultés du chômage des jeunes dont les LP seraient rendus responsables. Les rapports incitent au développement des sections d'apprentissage dans les LP et de la mixité des publics et des parcours. Nous nous opposons à ces facteurs de désorganisation et de baisse graduelle de la qualité des diplômes préparés.

### » VERS LA SECONDE INDIFFÉRENCIÉE ?

Les élèves qui sont orientés vers les LP ont souvent été en rejet des pratiques du système scolaire telles qu'ils les ont vécues au collège. Choisir l'enseignement professionnel plutôt que les voies générale ou technologique, c'est justement recevoir un enseignement différent. Différer l'orientation en fin de seconde voire en fin de première aurait pour conséquence de dévaloriser fortement nos enseignements et la valeur du diplôme professionnel au sein de l'École. Nous revendiquons le maintien de la seconde professionnelle.

### » VERS LA SUPPRESSION DES DIPLÔMES ?

L'idée de la suppression du diplôme apparaît à la page 64 du rapport Calvez-Marcon. Nous rappelons que le diplôme national est reconnu dans les conventions collectives ; il détermine le niveau de rémunération des salariés. Nous réaffirmons que le diplôme national doit rester l'objectif d'une certification par l'École. Les blocs de compétences ne répondront pas à cette exigence sauf à considérer que l'École n'attribue que des bouts de diplôme, sans valeur sur le marché du travail. Nos diplômes nationaux doivent conserver leur caractère national ; le tout-CCF doit être abandonné.

### » VERS LA DISPARITION DU DIPLÔME INTERMÉDIAIRE ?

Nous revendiquons le maintien du diplôme intermédiaire, même si nous reconnaissons que les modalités de sa délivrance doivent être allégées. Il est primordial pour les jeunes, notamment ceux qui décrochent. C'est un marqueur clair de la voie professionnelle : seuls les lycées professionnels attribuent ce diplôme de niveau V (CAP ou BEP). Défendre le diplôme intermédiaire, c'est s'opposer à la seconde indifférenciée et au Bac Pro en 2 ans, c'est défendre les postes et l'intérêt de nos élèves.

### » VERS LA FIN DU STATUT DES PLP ?

Après la loi Peillon, les ordonnances Macron, le développement des Campus des métiers, ces deux rapports combinés à l'offensive en cours contre le statut des cheminots et la décision de supprimer 120 000 postes de fonctionnaires donnent une idée des desseins du gouvernement sur le sujet. Le projet de loi de réforme de la formation professionnelle est actuellement discuté au niveau des parlementaires.

Alors que les Cheminots se battent pour la défense de leur statut et du système ferroviaire public, défendons nous aussi notre statut, nos postes, nos formations, nos diplômes et un service public de qualité pour les élèves et leurs familles. C'est pourquoi nous invitons, dans tous les LP et SEP de l'académie, à la tenue d'assemblées générales ou d'heures d'information syndicale unitaires pour alerter sur le contenu de cette contre-réforme, à prendre position et préparer la mobilisation.

**Ensemble, exigeons l'abandon des rapports Brunet et Marcon-Calvez !**

**Faisons entendre nos revendications dans le cadre de la journée de grève unitaire du 22 mai !**

**Manifestations du 22 mai :** ■ Rouen : 10h00 cours Clémenceau ■ Le Havre : 10h00 Hôtel de Ville  
■ Dieppe : 10h30 gare SNCF ■ Evreux : 14h00 gare SNCF